

N° DP 24/944

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 500 EUROS EN 2024 - ASSOCIATION POLLEN "LES POTAGERS PARTOUT ET POUR TOUS" - MISE EN PLACE D'ATELIERS DE SENSIBILISATION A L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DURABLES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 octobre 2024,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association POLLEN de 500 euros pour la mise en place d'ateliers de sensibilisation à l'agriculture et l'alimentation durables pour l'exercice 2024 pour un budget prévisionnel total de 3 362 euros,

CONSIDERANT que l'Association POLLEN, créée en janvier 2024 a pour but la création et/ou la gestion de jardins potagers (jardin partagé, jardin familial, potager pédagogique) sur des terrains mis à disposition, prêtés ou loués,

CONSIDERANT que l'Association POLLEN a pour objectif d'offrir à tous les publics une approche sensible de la nature, de proposer des formations sur les techniques culturales, de soutenir la création de jardins potagers sur le territoire, et de participer à un projet collectif tourné vers la préservation de l'environnement, l'éducation à la nature, et l'éducation au goût,

CONSIDERANT que l'Association POLLEN pour atteindre ses objectifs a mis en place un jardin potager sur une parcelle de 90 m² sur la commune de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT que ce potager à vocation pédagogique, est exploité par les membres de l'Association, et sert de support aux ateliers organisés,

CONSIDERANT les actions prévues par l'Association POLLEN en 2024 : 7 ateliers agriculture durable, 3 ateliers techniques culturales durables, 1 atelier cuisine durable,

CONSIDERANT que les actions menées par l'Association POLLEN répondent à plusieurs objectifs stratégiques de la feuille de route du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole TPM : la sensibilisation et la formation aux pratiques agricoles durables (axe 1), la sensibilisation à l'alimentation durable (axe 5) et l'animation et la mise en lien des acteurs locaux (axe 6),

CONSIDERANT que l'Association POLLEN propose des actions de sensibilisation et d'accompagnement qui concourent à la mise en œuvre du PAT et qui méritent donc d'être soutenues et valorisées,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association POLLEN en vue de l'attribution d'une subvention de 500 euros, soit 14,87 % maximum du coût total des actions réalisées pour la mise en place d'ateliers de sensibilisation à l'agriculture et l'alimentation durables, en 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

D'INSCRIRE cette dépense au Budget Principal 2024, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 31 OCT. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



31 OCT 2024



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2024

ASSOCIATION POLLEN
Les potagers partout et pour tous

MISE EN PLACE D'ATELIERS DE SENSIBILISATION A L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DURABLES EN 2024

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de la décision DP N° 24 / en date du 2024,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association POLLEN, les potagers partout et pour tous, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège à SIX FOURS les Plages, 200 avenue Robert Forrer, représentée par sa Présidente Madame Isabelle BERVILLER, dûment habilitée à cet effet par le Conseil d'Administration réuni le mardi 2 janvier 2024,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Cette Association a pour but la création et/ou la gestion de jardins potagers sur des terrains mis à disposition, prêtés ou loués. Le jardin potager peut recouvrir différentes finalités : jardin partagé, jardin familial, potager pédagogique...

POLLEN - Les potagers partout et pour tous, est une association loi 1901 créée en janvier 2024 qui a pour objectif d'offrir à tous les publics une approche sensible de la nature, de proposer des formations sur les techniques culturales, de soutenir la création de jardins potagers sur le territoire, et de participer à un projet collectif tourné vers la préservation de l'environnement, l'éducation à la nature, et l'éducation au goût.

Pour atteindre ses objectifs, l'Association a mis en place un jardin potager sur une parcelle de 90m² sur la commune de Six-Fours-les-Plages. Ce potager à vocation pédagogique est exploité par les membres de l'Association, et sert de support aux ateliers organisés.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant le logo TPM (et éventuellement celui du Projet Alimentaire Territorial : PAT) sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'Association POLLEN à hauteur de **500 euros** pour la mise en place des ateliers de sensibilisation à l'agriculture et à l'alimentation durable autour d'un potager pédagogique situé à Six Fours les Plages.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur **14,87 %** du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **500 euros** sera versée à **L'Association POLLEN** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **350 euros** à la signature de la présente convention
- Le solde, soit **150 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2024 par le bénéficiaire, signé par la Présidente / Trésorière. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2024 évaluant l'impact des actions subventionnées,
 - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2024 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés et certifiés par la Présidente / Trésorière (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour L'ASSOCIATION POLLEN</p> <p>La Présidente Isabelle BERVILLER</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Les actions de sensibilisation de l'Association devraient commencer en septembre 2024. Plusieurs intervenants sont d'ores et déjà identifiés pour les ateliers :

- Julien TALANI, pour les ateliers agriculture durable
- Carine CHEVRIER, de l'entreprise Sème et Récolte, pour des ateliers sur les pratiques culturelles durables
- Eléonore FLANDIN, cuisinière-formatrice membre du Mouvement des Cuisines Nourricières pour les ateliers cuisine durable.

L'objectif de l'Association est de pouvoir proposer des ateliers gratuits et ouverts à tous, tout en rémunérant les intervenants professionnels.

En plus des ateliers, l'Association a pour objectif d'accompagner la création de potagers pédagogiques dans différents établissements publics ou privés du territoire (écoles, maisons de retraite, associations, entreprises...) en mettant à disposition un intervenant, Julien TALANI, qui accompagnerait chaque projet, à raison de 10 heures par projet

DESCRIPTIFS DES ACTIONS de l'Association POLLEN en 2024

En 2024, l'Association POLLEN a prévu :

- 7 ateliers agriculture durable avec Julien TALLANI, qui se tiendront deux samedis matin par mois, et débiteront le 14 septembre 2024
- 3 ateliers techniques culturelles durables avec Carine CHEVRIER, dont le premier est prévu le mercredi 18 septembre 2024
- 1 atelier cuisine durable avec Eléonore FLANDIN en décembre.

Par ailleurs, l'Association continuera à entretenir régulièrement le potager, sur lequel sont déjà plantés tomates, courges, courgettes, betteraves, cosmos, plantes aromatiques, fraisiers et piments doux. Les produits cultivés sont utilisés lors des ateliers ou répartis entre les membres de l'association qui entretiennent le potager.

L'Association a également pour but de développer ses partenariats, et de demander un agrément à l'Education Nationale afin de pouvoir intervenir directement dans les Ecoles. Une démarche est également prévue pour obtenir le statut d'association d'intérêt général.

Enfin l'Association recherche des moyens matériels supplémentaires pour développer ses activités :

- un lieu pouvant accueillir du public et des activités annexes (ateliers, expositions, spectacles...)
- des outils
- un local à outils et une mini serre.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2024

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	1 299	Produits / Prestations	0
Services extérieurs	801	Subventions d'exploitation	2 500
Location	689	Communes et Communautés de Communes	2 000
Assurance	112	- Métropole TPM – PAT : 500	
Autres services extérieurs	1 262	- Commune de Six-Fours-les-Plages : 1 500	
Rémunérations d'intermédiaires	980	MAIF	500
Déplacements, missions, réceptions	282	Autres produits de gestion courante	862
Charges de personnel	0	Cotisations et dons	862
Charges financières	0		
TOTAL dépenses	3 362	TOTAL recettes	3 362

